



Un compte rendu de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale

Publié par l'Institut international du développement durable (IIDD)

DISPONIBLE EN LIGNE À HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WFS/
VOLUME 150, No. 4, DIMANCHE 8 JUIN 2008



CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE: 3-5 JUIN 2008

La Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et de la bioénergie s'est déroulée du 3 au 5 Juin 2008 au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, Italie. Cette Conférence a réuni plus de 4 700 délégués venus de 183 pays, dont 38 chefs d'État et de gouvernement, des représentants des gouvernements, des agences des Nations unies, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, du secteur privé et des médias. La Conférence se composait d'un Segment de haut niveau et d'un Comité plénier (CP).

Dans le cadre des préparatifs de la Conférence, un certain nombre de consultations d'experts et de parties prenantes ont été organisées de janvier à avril 2008. En outre, un Groupe de contact informel à composition non-limitée a été mis sur pied pour préparer un projet de déclaration pour adoption à la Conférence de haut niveau. Le Groupe s'est réuni pour la première fois le 9 mai 2008, neuf fois au cours des trois semaines suivantes, et a produit un projet de déclaration contenant des passages entre parenthèses. Le projet de déclaration a été transmis au CP pour examen lors de la Conférence. Le Groupe de contact a été de nouveau convoqué par le CP et s'est réuni à nouveau au cours de la Conférence.

Les résultats de la Conférence comprennent un rapport de la Conférence de haut niveau et une Déclaration sur la Sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et de la bioénergie.

UN BREF HISTORIQUE DES ÉVÈNEMENTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, DE LA BIOÉNERGIE ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION: Le Sommet mondial de l'alimentation a eu lieu du 13 au 17 novembre 1996 à Rome, Italie. Ce Sommet avait été organisé en réponse à la malnutrition persistante et généralisée et à la préoccupation croissante quant à la capacité de la production agricole à satisfaire les futurs besoins alimentaires. Le Sommet avait rassemblé près de 10 000 participants et avait abouti à l'adoption de la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire et du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. La Déclaration de Rome énonce sept engagements qui posent la base de la réalisation d'une sécurité alimentaire durable pour tous, alors que le Plan d'action définit les objectifs et les actions pertinents pour la mise en œuvre pratique de ces engagements. Le Sommet a également formulé l'objectif de réaliser la sécurité alimentaire pour tous à travers un effort permanent visant à éliminer la faim dans tous les pays, et dans l'immédiat, à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées au plus tard en 2015.

SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION: CINQ ANS PLUS TARD: Ce sommet s'est tenu à Rome, Italie, du 10 au 13 juin 2002, pour examiner les engagements pris au Sommet de 1996. Les délégués ont exhorté tous les États à redoubler d'efforts et appelé à une alliance internationale contre la faim.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR "LA BIOÉNERGIE DURABLE – DÉFIS ET POSSIBILITÉS":

Cette Conférence qui s'est tenue les 12 et 13 octobre 2006 à Bonn, Allemagne, était organisée conjointement par la Fondation des Nations unies et le Forum sur l'environnement et le développement. La Conférence avait pour but d'examiner les possibilités pour la bioénergie, d'évaluer les défis posés à la durabilité et d'identifier des solutions pour l'utilisation des ressources énergétiques renouvelables. Des délégués de gouvernements, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'entreprises et d'instituts de recherche, ainsi que des représentants des Nations unies, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de la FAO, de la Commission européenne (CE) et de la Banque mondiale, ont débattu des paramètres de production durable de la biomasse et des biocarburants. Les participants ont mis l'accent sur la contribution potentielle de la bioénergie à un avenir énergétique durable, ont attiré l'attention sur l'impact que la réglementation commerciale aura sur ce potentiel et se sont accordés sur la nécessité de développer des critères communs pour son développement. La Conférence a également fait appel à l'intervention du secteur privé, des donateurs et des banques, pour assurer le renforcement des capacités.

SIXIÈME RÉUNION DU FORUM MONDIAL SUR L'ÉNERGIE DURABLE:

Cette réunion tenue du 29 novembre au 1er décembre 2006 à Vienne, Autriche, était organisée autour du thème «l'Afrique s'énergise» et a mis l'accent sur les sujets tels que les questions sous-régionales, les biocarburants, l'hydro énergie, le Mécanisme du développement propre et le financement.

RÉUNION DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, 2007:

La réunion du Conseil de l'UE, qui a eu lieu les 8 et 9 mars 2007 à Bruxelles, Belgique, a abouti à un accord des dirigeants européens sur les objectifs pour 2020 visant à réduire les émissions du dioxyde de carbone, à promouvoir l'énergie renouvelable et à encourager les biocarburants. Par cet accord, les pays membres de l'UE s'engagent à réduire de 20% d'ici 2020, les niveaux des émissions de 1990, et de porter à 20% la part des utilisations d'énergie renouvelable totale d'ici la même date. En outre, un objectif d'au moins 10% de biocarburants à utiliser dans les transports a été convenu pour 2020.

DANS CE NUMÉRO

Bref historique des événements du changement climatique, de la bioénergie et de la sécurité alimentaire	. 1
Rapport de la Conférence 3
Séance plénière d'ouverture 4
Segment de haut niveau 4
Comité plénier 6
Séance plénière de clôture 9
Prochaine réunions 9

Le Bulletin de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, publié par Bulletin des négociations de la terre © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Nienke Beintema, Dan Birchall, Alice Bisiaux, et Kate Neville. Éditrice numérique: Angeles Estrada. Version française: Hélène Kom - révision: Myriam Gadhoum. Éditrice: Catherine Ganzleben, D.Phil. <cathy@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par la FAO. L'IIDD peut être joint au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tél: +1-204-958-7700; télécopieur: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont transmises à travers les listes de diffusion par courrier électronique (formats HTML et PDF) et sont disponibles sur le site Internet <http://www.iisd.ca>. Pour tout renseignement sur le Bulletin, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service Information de l'IIDD par courrier électronique à <kimo@iisd.org>, par téléphone, au +1-646-536-7556 ou par voie postale, au 300 East 56th St. 11A, New York, NY 10022, USA.

PREMIÈRE CONSULTATION DE LA FAO SUR LA BIOÉNERGIE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE:

Des spécialistes venus du monde entier se sont réunis les 16 et 18 avril 2007 au siège de la FAO à Rome, Italie, pour discuter de la production bioénergétique et des possibilités et risques liés pour la sécurité alimentaire et l'environnement. Les participants ont convenu que les gouvernements peuvent utiliser la bioénergie comme une force positive pour le développement rural, si les préoccupations environnementales et de sécurité alimentaire sont prises en compte. La réunion a recommandé que la Plate forme internationale de la FAO sur la bioénergie élabore un ensemble de lignes directrices pour les gouvernements et les investisseurs potentiels pour faire face à l'industrie de biocarburants.

SOMMET SUD-AMÉRICAIN DE L'ÉNERGIE: Ce sommet a eu lieu les 16 et 17 avril 2007 à l'Île de Margarita, Venezuela. Dans la Déclaration de Margarita, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay, le Surinam et le Venezuela ont reconnu le potentiel des biocarburants dans la diversification des sources d'énergie. Ils ont également convenu qu'il faudrait utiliser l'intégration de l'énergie pour promouvoir le développement social et économique, et éliminer la pauvreté. Ils ont aussi mis sur pied un Conseil énergétique de l'Amérique du sud chargé d'élaborer une proposition pour une stratégie énergétique commune de l'Amérique du Sud.

TRENTE-SEPTIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS: La Trente-septième assemblée générale de l'Organisation des États américains qui a eu lieu à Panama City, Panama, du 3 au 5 juin 2007, était centrée sur le thème «L'Énergie pour le développement durable». Dans son discours d'ouverture, Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations unies, a souligné que les effets pervers du changement climatique sont déjà ressentis dans les domaines tels que l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé humaine, l'énergie, le transport et l'industrie, et a mis l'accent sur la nécessité de partenariats pour faire face au changement climatique. Les ministres des Affaires étrangères des États américains ont mis en exergue le rôle de l'énergie dans le développement durable de la région et dans la création des conditions nécessaires pour une économie compétitive.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES BIOCARBURANTS: Cette réunion de haut niveau organisée les 5 et 6 juin 2007 à Bruxelles, Belgique, a lancé les discussions sur les paramètres de l'approche internationale des biocarburants, et sur la manière de tirer profit de leurs avantages potentiels tout en assurant le développement durable et en évitant de nouveaux risques. Des conférenciers dont le Président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva et le Président de la CE José Manuel Barroso, ont parlé des questions environnementales et de développement liées au commerce international des biocarburants.

PREMIER SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR LES BIOCARBURANTS EN AFRIQUE: Le premier séminaire de haut niveau sur les biocarburants en Afrique, organisé à Addis Abeba, Éthiopie, du 30 juillet au 1^{er} août 2007, a élaboré un Plan d'action pour le développement des biocarburants en Afrique. Le Plan d'action était annexé à la Déclaration d'Addis Abeba sur le développement des biocarburants durables qui appelle entre autres à: l'élaboration de politiques et de cadres juridiques pour l'autonomisation; la participation aux discussions mondiales sur la durabilité des biocarburants; l'élaboration des lignes directrices sur les biocarburants pour faciliter la compétitivité de l'Afrique; et la réduction au minimum des risques associés au développement des biocarburants par les producteurs à petite échelle. La Déclaration appelle en outre au développement de partenariats pour permettre la coopération Nord-Sud et Sud-Sud, exhorte les institutions de financement publiques à appuyer les projets de biocarburants et propose la création d'un forum pour promouvoir l'accès à l'information et aux connaissances sur les biocarburants.

PREMIÈRE RÉUNION RÉGIONALE DES PARTIES PRENANTES DE LA TABLE RONDE SUR LES BIOCARBURANTS: La Table ronde sur les biocarburants (TRB) s'est réunie pour la première fois les 17 et 18 octobre 2007 à Belo Horizonte, Brésil. La TRB est une initiative multi-

partie prenante dont le but est de développer des normes de durabilité pour les biocarburants. Elle vise à produire, avant le milieu de 2008, un projet de normes développées avec la collaboration d'ONG, entreprises, gouvernements et groupes intergouvernementaux du monde entier. Environ 45 participants représentant l'industrie, les ONG, les gouvernements et les institutions universitaires ont examiné le projet des principes de durabilité de la TRB ainsi que la manière dont ces principes pourraient être appliqués en Amérique latine. Les participants ont convenu que le partage des meilleures pratiques, une planification appropriée de l'utilisation des terres ainsi que des incitatifs économiques, sont tous nécessaires pour assurer la durabilité de la production des biocarburants. Ils ont également souligné la nécessité de trouver des voies et moyens pour assurer la participation des petits exploitants agricoles dans les chaînes d'approvisionnement.

RÉUNION ANNUELLE DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL: Le Comité de développement, un comité ministériel conjoint des Conseils des Gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) se sont réunis le 21 octobre 2007 à Washington DC, États-Unis, en marge des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI. À propos de l'énergie propre et du changement climatique, le Comité a demandé à la Banque mondiale d'augmenter son aide destinée à l'accès à l'énergie moderne, peu coûteuse et propre, en particulier pour les plus pauvres et en Afrique Sub-saharienne. En outre, le Comité a appelé au développement d'un cadre stratégique pour l'engagement du Groupe de la Banque mondiale (GBM) dans le changement climatique, notamment, l'aide aux initiatives des pays en développement pour l'adaptation au changement climatique et la réalisation d'une croissance à faible intensité de carbone, tout en réduisant la pauvreté.

DEUXIÈME RÉUNION RÉGIONALE DES PARTIES PRENANTES DE LA TRB: Cet évènement a eu lieu à Shanghai, Chine, les 13 et 14 novembre 2007. Environ 40 représentants de l'industrie, des ONG, des gouvernements et des institutions universitaires ont discuté du projet des principes de durabilité de la TRB et de la manière dont ils pourraient être appliqués en Asie de l'Est. Les participants ont contribué au processus de définition des principes de durabilité et des critères pour les biocarburants, et ont présenté des questions spécifiques à la région, pour ainsi faciliter l'applicabilité, la faisabilité et la mise en œuvre des principes et des critères.

SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE: L'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) a organisé, du 22 au 24 novembre 2007, un Symposium international sur le changement climatique. Ce symposium a réuni des experts venus de 15 centres internationaux de recherche agricole, dans le cadre du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), ainsi que d'autres scientifiques, pour discuter des besoins d'adaptation de plusieurs cultures. Martin Parry, Co-président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), a prononcé un discours-programme sur «Les répercussions des changements climatiques sur les rendements des cultures, l'approvisionnement alimentaire mondial et le risque de famine». Parry et William Dar, Directeur général de l'ICRISAT et Président en exercice du Comité de la science et de la technologie de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, ont souligné la nécessité de centrer la recherche visant les cultures sur l'adaptation au stress environnemental tel que la hausse des températures et la pénurie d'eau.

JOURNÉES DU DÉVELOPPEMENT ET DU CLIMAT À LA TREIZIÈME CONFÉRENCE DES PARTIES: Cet évènement, qui a été organisé parallèlement à de la Conférence de Bali sur le changement climatique, s'est déroulé les 8 et 9 décembre 2007. Il a fourni une plate-forme pour les personnes et les organisations œuvrant dans les domaines du développement et du changement climatique pour des échanges d'expériences et un débat sur les défis et les idées émergents quant à la manière de réduire la vulnérabilité au changement climatique. Au cours des sessions, l'accent a été mis sur la prévention des catastrophes et d'évènements extrêmes, les villes, la santé, le financement de l'adaptation,

l'alimentation et l'agriculture, l'adaptation et l'énergie basées sur la communauté, sur la communication entre les secteurs et les programmes.

DEUXIÈME CONSULTATION TECHNIQUE DE LA FAO SUR LA BIOÉNERGIE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: Cette série de consultations a été organisée à Rome, Italie, les 5 et 6 février 2008, pour l'examen et la finalisation par des pairs, du cadre bioénergétique et de sécurité alimentaire qui évalue le développement de la bioénergie et le lien avec la sécurité alimentaire. Les participants ont approuvé le cadre analytique global de la bioénergie et de la sécurité alimentaire pour l'évaluation des impacts des différents types de bioénergie sur la sécurité alimentaire, et ont appelé à son déploiement rapide au niveau national. Ils ont également reconnu que les évaluations du solde des émissions de gaz à effet de serre seraient essentielles pour les pays désireux d'exporter des biocarburants, et ont appelé à une accélération des efforts visant à harmoniser les méthodes de calcul de ces soldes. Les participants ont mis l'accent sur la nécessité d'adapter le développement des bioénergies aux conditions, systèmes agricoles, traditions culturelles, savoir-faire local et aux moyens d'existence ruraux spécifiques à chaque pays. Les experts ont demandé que les résultats de la consultation soient portés à l'attention de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE WASHINGTON SUR L'ÉNERGIE RENOUVELABLE:

Les délégués à la réunion ministérielle organisée du 4 au 6 mars 2008 à Washington DC, États-Unis, ont participé à plus de 25 séances plénières et ateliers pour débattre de quatre thèmes: adoption du marché et finance; agriculture, forêts et développement rural; État et autorités locales; et recherche et développement. À la fin de la Conférence, plus de 100 annonces de contribution avaient été soumises au Programme d'action international de Washington, une compilation des moyens nationaux et internationaux pour accélérer l'adoption de l'énergie renouvelable.

RÉUNIONS DU PRINTEMPS DU GBM ET FMI: Les réunions annuelles du printemps du GBM et du FMI ont eu lieu les 12 et 13 avril 2008 à Washington DC, États-Unis. Dans le Comité de développement conjoint, les pays ont mis en exergue l'escalade des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que leurs effets sur les pays en développement. Ils se sont félicités de l'appel du Président de la Banque à la Communauté mondiale pour lutter contre la faim et la malnutrition à travers une «nouvelle donne pour la politique alimentaire mondiale» qui combine l'assistance immédiate avec des initiatives à moyen et à long terme, pour donner un élan à la productivité agricole des pays en développement. Les pays ont en outre reconnu que l'accès à l'énergie demeure indispensable au développement, et ont donné leur appui aux objectifs du GBM pour la promotion du déploiement de la technologie propre et de l'énergie renouvelable, du transfert des technologies et de la recherche et développement. Ils ont pris acte du travail en cours sur la conception, la gouvernance et le financement des nouveaux Fonds d'investissement pour le climat, y compris le Fonds pour la technologie propre, et se sont félicités du processus consultatif en cours pour le développement d'un Cadre stratégique pour le changement climatique et le développement axé sur le client.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN AFRIQUE:

Cette Conférence organisée à Dakar, Sénégal, du 16 au 18 avril 2008, était placée sous le thème «faire fonctionner les marchés des énergies renouvelables en Afrique: politiques, industries et financement pour une production à grande échelle». Les participants y ont élaboré un Plan d'action pour la production à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique, qui a été approuvé par les ministres et autres hauts fonctionnaires dans une «Déclaration de Dakar sur la production à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique». Dans cette Déclaration, les participants ont convenu d'un objectif continental pour les gouvernements visant, avec l'appui des partenaires de développement, à porter les investissements annuels dans le domaine des énergies renouvelables à dix milliards de dollars US entre 2009 et 2014.

RÉUNION ANNUELLE DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE: La réunion annuelle de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a eu lieu du 24 au 30 avril 2008 à Bangkok, Thaïlande. Environ 50 pays ont accepté d'échanger leurs expériences en matière de développement des technologies d'énergie renouvelable et de «diffuser rapidement ces technologies dans les pays en développement».

RÉUNION MI-ANNUELLE DES CHEFS DES AGENCES DES NATIONS UNIES AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES: Lors de la réunion mi-annuelle du Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon avec les chefs des agences des Nations unies tenue les 28 et 29 avril 2008, Ban a annoncé les plans visant à développer une stratégie globale pour faire face à la crise alimentaire mondiale. Une Équipe spéciale coordonnée par John Holmes, Sous-secrétaire général chargé des affaires humanitaires, et David Nabarro, Coordonnateur du système des Nations unies pour les gripes aviaries et humaines, a été mise sur pied. L'Équipe, qui est présidée par Ban et qui comprend les responsables de la Banque mondiale, du FMI, du Programme alimentaire mondial (PAM) de la FAO, du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), et de l'OMC, a élaboré un plan pour examen à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale.

FORUM MONDIAL SUR L'ÉNERGIE

RENOUVELABLE: Ce forum s'est déroulé du 18 au 21 mai 2008 à Foz do Iguaçu, Brésil. Il était organisé conjointement par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), le Ministère des mines et de l'énergie du Brésil, Electrobras et Itaipu Binacional. Le Forum a rassemblé plus de 1 000 participants venus de plus de 50 pays, et a créé une plateforme pour le dialogue sur le renforcement des liens interrégionaux et l'application des mesures communes, pour réduire la pauvreté et promouvoir la sécurité alimentaire à travers l'utilisation de l'énergie renouvelable. L'ONUDI et certains pays et institutions participants ont élaboré des accords bilatéraux et des mémorandums d'entente.

RÉUNION SPÉCIALE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL SUR LA CRISE ALIMENTAIRE

MONDIALE: Le Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations unies a tenu une réunion spéciale sur la crise alimentaire mondiale du 20 au 22 mai 2008 au siège des Nations unies à New York, États-Unis. Les participants ont convenu des priorités à court-terme, notamment, des mesures immédiates à prendre par les donateurs et les gouvernements pour permettre aux agriculteurs de satisfaire les demandes de production. Ils ont également identifié des mesures à moyen et à long-terme pour faire face à la crise alimentaire, y compris le réexamen du montant de l'aide officielle au développement consacrée à l'agriculture.

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE

Après une séance plénière d'ouverture, un Segment de haut niveau s'est réuni du mardi jusqu'à la mi-journée du jeudi, pour entendre les déclarations des chefs d'État et de gouvernement, des chefs de délégations, des invités spéciaux, des représentants des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales (ONG), et du secteur privé. Le Comité plénier (CP) s'est réuni le mardi après midi, le mercredi et le jeudi, pour examiner et adopter le projet de déclaration. Il a également tenu quatre tables rondes sur: la hausse des prix des produits alimentaires; le changement climatique et la sécurité alimentaire; les organismes nuisibles et les maladies transfrontières; et la bioénergie et la sécurité alimentaire. Le mardi, le CP a décidé de tenir une autre réunion du Groupe de contact informel à composition non-limitée pour examiner le projet de déclaration. Le CP a ensuite examiné le texte transmis le jeudi par le Groupe de contact. Une séance plénière de clôture s'est réunie le jeudi après midi pour adopter le rapport de la Conférence et la Déclaration. Le présent rapport comprend un résumé de ces déclarations et discussions dans un ordre chronologique, ainsi qu'un résumé de la Déclaration.

SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Dans la matinée du mardi, Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, a présidé une séance plénière d'ouverture. Giorgio Napolitano, Président d'Italie, a déclaré que la crise alimentaire constitue une menace pour les progrès accomplis



Giorgio Napolitano, Président d'Italie

à ce jour vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Il a suggéré que les pays développés procèdent à une réévaluation critique de leurs politiques passées. Il a par ailleurs souligné la nécessité de regarder au-delà de l'urgence actuelle pour centrer les efforts sur l'amélioration de la production agricole à long terme. Il a indiqué que les mécanismes du marché seuls ne suffiront pas pour surmonter la crise et a appelé à des stratégies et à des initiatives conçues au sein du système de l'ONU et mises en œuvre à travers ce dernier.

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations unies, a déclaré que, bien que la crise alimentaire puisse défaire le travail déjà fait pour la consolidation des démocraties, elle constitue néanmoins une opportunité historique de revoir les politiques passées et de revitaliser l'agriculture. Il a résumé certaines des recommandations formulées par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et a exhorté les participants à travailler en partenariat, avant d'appeler à un consensus international plus large sur les biocarburants.



Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations unies

Dans un message présenté par Tarcisio Bertone, Secrétaire d'État du Saint-Siège, le Pape Benoît XVI a qualifié le droit à l'alimentation de question d'éthique et a demandé aux participants de tenir compte de la dignité de tous les peuples. Il a qualifié la famine et la malnutrition d'«inacceptables» dans un monde dont les niveaux de production sont suffisants, avant de mettre en cause les barrières structurelles qui constituent un obstacle à des approvisionnements alimentaires suffisants.

Diouf a souligné que la réunion était devenue un «sommet de fait», en raison de la crise alimentaire. Exprimant sa déception face à l'insuffisance des fonds fournis pour les programmes qui auraient pu assurer la sécurité alimentaire mondiale, il a appelé à des solutions novatrices et a exhorté les délégués à mener les discussions dans un esprit non-partisan.

Gianni Alemanno, Maire de Rome, a déploré que les OMD risquent de ne pas être atteints.

Les délégués ont élu Silvio Berlusconi, Premier Ministre d'Italie, Président de la Conférence de haut niveau; Denis Sassou N'Guesso (Congo), Masatoshi Wakabayashi (Japon), Iztok Jarc (Slovénie), Leonel Fernandez (République dominicaine), Amin Abaza (Égypte), Mark Keenum (États-Unis) et Jim Anderton (Nouvelle-Zélande) Vice – présidents, et comme Rapporteur, Leonel Fernandez (République dominicaine).

Les délégués ont ensuite adopté l'Ordre du jour et le programme de travail. Ils ont aussi constitué le CP et fait d'autres arrangements (HLC/08/2 et HLC/08/INF/9-Rev.1).

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Note de l'éditeur: pour la couverture textuelle et audio des orateurs, visiter: <http://www.fao.org/foodclimate/conference/statements/>

Le Segment de haut niveau s'est réuni pendant toute la journée et dans la soirée du mardi et du mercredi, et de nouveau le jeudi matin.

Le mardi, les Chefs d'État et de gouvernement suivants ont fait des déclarations au Segment de haut niveau: Muhammad Hosni Mubarak, Égypte; Luiz Inácio Lula da Silva, Brésil;

Yasuo Fukuda, Japon; Danilo Türk, Slovénie; Isaias Afwerki, Érythrée; Cristina Fernández de Kirchner, Argentine; Mahinda Rajapaksa, Sri Lanka; Nicolas Sarkozy, France; José Luiz Rodríguez Zapatero, Espagne; Ismaël Omar Guelleh, Djibouti; Stjepan Mesić, Croatie; Mahmoud Ahmadinejad, République islamique d'Iran; Marc Ravalomanana, Madagascar; Robert Mugabe, Zimbabwe; Bamir Topi, Albanie; Abdoulaye Wade, Sénégal; James Alix Michel, Seychelles; Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, Mauritanie; Hifikepunye Pohamba, Namibie; Boni Yayi, Bénin; Amani Abeid Karume,



Cristina Fernández de Kirchner, Président d'Argentine

représentant Jakaya Mrisho Kikwete, Tanzanie; Mohamed Ghannouchi, Tunisie; Josaia Voreqe Bainimarama, Fiji; Ali Mohammed Mujawar, Yémen; Guillaume Kigbafory Soro, Côte d'Ivoire; Denzil L. Douglas, Saint Kitts et Nevis; Jim Marurai, Îles Cook; et Youssouf Saleh Abbas, Tchad.



Nicolas Sarkozy, Président de la France

Les ministres des pays suivants ont également fait des déclarations au Segment de haut niveau: Chine; États-Unis; Inde; Royaume Uni; Fédération de Russie et Allemagne. Les Vice-présidents de Cuba et de l'Afrique du Sud ont

également prononcé des allocutions. Les délégués ont entendu les déclarations des représentants de: l'Union africaine; la Ligue des États arabes; la FAO; l'Organisation mondiale de la santé; la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement; l'Exécutif de l'Alliance des centres du Groupe consultatif pour la recherche internationale agricole (CGIAR); et l'Organisation mondiale du commerce.

Le mercredi, les chefs d'État et de gouvernement suivants ont fait des déclarations au Segment de haut niveau: Denis Sassou N'Guesso, Congo; Leonel Fernandez, République dominicaine; João Vieira, Guinée Bissau; Gabriel Ntisezerana, Burundi; María Gloria Penayo de Duarte, Paraguay; Absalom Thamba Dlamini, Swaziland; Abbas El Fassi, Maroc; et Pakalitha Mosisili, Lesotho. Les Vice-premiers ministres du Turkménistan et de la Thaïlande ont également pris la parole.

Les ministres, ambassadeurs ou représentants des pays suivants ont également fait des déclarations au Segment de haut-niveau: Afghanistan; Algérie; Arabie saoudite, Arménie; Australie; Autriche; Bahreïn; Bangladesh; Belgique; Belize; Bhutan; Burkina Faso; Cambodge; Canada; Cap Vert; Chili; Chypre; Danemark; Équateur; El Salvador; Finlande; Gambie; Grèce; Guatemala; Guinée; Haïti; Islande; Indonésie; Iraq; Italie; Jamaïque; Jordanie; Kenya; Kuweit, République populaire démocratique lao; Libye; Luxembourg; Malaisie; Malte; Maurice; Moldavie; Mongolie; Mozambique; Myanmar; Nouvelle-Zélande; Nigeria; Norvège; Oman; Pakistan; Pays-Bas; Philippines; Portugal; Qatar; République de Biélorussie; République de Corée; Roumanie; Rwanda; Samoa; Sao Tome et Principe; Slovaquie; Soudan; Suède; Suisse; République arabe syrienne; Togo; Turquie; Tuvalu; Ouganda; Ukraine; Emirats arabes unis; États-Unis; Uruguay; Viet Nam; et Zambie.



José Ramón Machado Ventura, Vice-président de Cuba

Les représentants des institutions suivantes ont également pris la parole au Segment de haut niveau: la Banque africaine de développement; le Commonwealth des nations; la Commission européenne; le Parlement européen; et le Bureau du Haut commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Le jeudi, les ministres et ambassadeurs des pays suivants ont pris la parole à la réunion du Segment de haut niveau: Botswana, Éthiopie, Ghana, Hongrie, Islande, Israël, Kazakhstan, Malte, Niger, Pologne, Turquie et Venezuela.

Les représentants des organisations de la société civile, des ONG, et du secteur privé suivants ont fait une intervention au Segment de haut niveau: Biocarburants BP; Réseau autochtone sur l'environnement (RAE); Fédération internationale des groupes des producteurs de céréales et de graines oléagineuses; et La Via Campesina.

L'Union du Maghreb arabe; le Fonds commun pour les produits de base; la CE; la Banque islamique de développement; la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULD); le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE); et le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation.

Les conférenciers ont dans l'ensemble reconnu l'opportunité de la Conférence de haut niveau et l'urgence de la crise alimentaire. Bon nombre d'entre eux ont reconnu que les causes sont multiples, et ont mis l'accent sur les interconnexions de l'alimentation, de l'énergie et du changement climatique. Parmi les causes mentionnées figuraient: les coûts croissants des carburants et du transport; la montée du prix du pétrole et des équipements agricoles; et les effets du changement climatique. Des orateurs ont également souligné la dévaluation des devises, la spéculation du marché, le changement des modèles de consommation, et la croissance démographique.

Un certain nombre d'orateurs, notamment, l'Argentine, Cuba et le Venezuela, ont présenté la spéculation comme l'une des principales causes de la crise. Le Parlement européen a déclaré que cette spéculation a été plus préjudiciable que la production des biocarburants. Plusieurs autres orateurs parmi lesquels le Congo, la Croatie, la Namibie et la Tunisie, ont parlé des liens entre la crise alimentaire et la crise énergétique.

De l'avis général, cette crise est une crise de production alimentaire, ainsi qu'une crise de distribution et d'accès à la nourriture; les orateurs ont par conséquent fait appel à la solidarité internationale et à une volonté politique forte. L'Alliance américaine pour mettre fin à la faim a ajouté que l'absence de volonté politique a compromis les efforts visant à éliminer la faim; il a appelé à une analyse de la politique de la crise actuelle. Un certain nombre d'autres orateurs, notamment le Ghana et le Commissaire européen pour le développement et l'aide humanitaire, ont appelé à des mesures concrètes.

Plusieurs autres participants dont l'Union africaine, l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Tchad, le Commissaire européen pour le développement et l'aide humanitaire, l'UE, l'Irlande, La Via Campesina, Malte, la Namibie, la Tunisie, le Royaume Uni et le Yémen, ont parlé de l'absence de progrès dans l'exécution des engagements internationaux passés pour lutter contre la faim, ainsi que de la menace posée par la crise actuelle à la réalisation des OMD.

Plusieurs participants ont relevé que la crise présente des opportunités, et la Banque africaine de développement, Fiji, la Hongrie, Madagascar et le Royaume Uni ont mis l'accent sur le potentiel de l'augmentation des prix des denrées alimentaires à accroître la contribution du secteur agricole à la croissance économique. La Norvège et El Salvador ont suggéré que la crise pourrait catalyser les investissements visant à améliorer l'agriculture. L'Angola, la République dominicaine et l'Ukraine ont souligné que la crise alimentaire crée une opportunité pour les pays en développement dotés d'un grand potentiel agricole. La Turquie a déclaré que les commerçants ne devraient pas chercher à faire des gains économiques de la crise.

Un certain nombre d'orateurs dont la République dominicaine, le Ghana, les Pays-Bas, le Nigéria, le Soudan et la Turquie, ont prévenu que la crise alimentaire pourrait conduire à des troubles sociaux. Le Maroc et le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme ont souligné que les conflits pourraient exacerber la crise. La Côte

d'Ivoire, Djibouti et la Mauritanie ont attiré l'attention sur la menace que comporte pour la paix l'escalade des prix des denrées alimentaires.

Le droit à l'alimentation a été mentionné à plusieurs occasions, notamment: par le Haut Commissariat aux droits de l'homme; les Réseaux autochtones sur l'environnement; le Maroc; la Suisse; le PNUE et le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation.

L'accent a été mis sur la vulnérabilité de certains groupes. L'Allemagne, la Namibie, Saint Kitts et Nevis, l'Espagne et l'Organisation mondiale de la santé ont insisté sur la vulnérabilité des enfants et des petits exploitants agricoles face à la crise alimentaire, tandis que Fiji, les Seychelles et les autres ont parlé de la vulnérabilité des petits États insulaires en développement (PEID) face aux effets du changement climatique. Un certain nombre d'autres orateurs ont parlé des femmes, et l'Islande et la Nouvelle-Zélande ont demandé qu'une attention plus grande soit accordée au rôle des femmes dans le développement. L'Érythrée a souligné que les personnes plus touchées par la crise alimentaire sont celles qui déjà sont privées du droit aux besoins essentiels.

Des initiatives en cours, notamment, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Agriculture en Afrique du Programme global de développement de l'agriculture en Afrique, ont été soulignées et considérées comme étant des étapes positives de la lutte contre la crise alimentaire.

De nombreux conférenciers ont attiré l'attention sur les liens entre le changement climatique et la crise alimentaire, et certains ont analysé en détails les effets du changement climatique dans leur pays. Plusieurs pays, dont Oman, ont suggéré que des recherches plus approfondies soient effectuées sur ces liens. Le Chili, le Danemark, l'Italie et la Norvège ont mis l'accent sur les négociations sur le changement climatique et ont exprimé le souhait de voir les conférences de Poznan et de Copenhague aboutir à des résultats positifs. Plusieurs pays en développement ont demandé avec insistance qu'une attention particulière soit accordée à l'adaptation, et la Suisse a souligné l'amélioration de la recherche agricole qui doit inclure l'adaptation au changement climatique.

De nombreux orateurs ont fait la distinction entre les mesures immédiates et celles à moyen et long-terme requises pour faire face à la crise alimentaire. À propos des mesures d'urgence, une action immédiate visant à assurer des récoltes productives au cours des deux prochaines années, a été recommandée. Plusieurs pays développés, notamment la Hongrie, l'Irlande, le Japon, la Pologne et le Royaume Uni, ont mis l'accent sur les augmentations de l'aide alimentaire et de l'assistance internationale pour la coopération, et sur la volonté de satisfaire les besoins urgents en libérant des denrées alimentaires des stocks gouvernementaux. Certains donateurs internationaux, y compris la Banque islamique de développement, ont annoncé des contributions pour aider à lutter contre la crise alimentaire.

Bon nombre de participants ont considéré les ressources financières comme partie de la solution à long-terme de la crise, et la République dominicaine a souligné l'insuffisance des niveaux de financement actuels. La Banque africaine de développement a également appelé à un accroissement des investissements du secteur privé. Des appels ont été lancés aux institutions de Bretton Wood et aux agences des Nations unies par le Pakistan, aux pays industrialisés par le Congo, El Salvador et la Malaisie, les exhortant à maintenir et à augmenter leurs soutiens financiers. Le Kenya, le Lesotho et le Nigeria ont parlé de la nécessité d'accroître l'accès au crédit abordable. La Banque islamique de développement, les Pays-Bas, le Portugal et d'autres ont annoncé des contributions pour soutenir les efforts de lutte contre la crise.

Il y a eu également un appel général en faveur de l'augmentation des investissements dans l'agriculture, et l'amélioration de la productivité agricole a été présentée comme une mesure clé à moyen et long-terme, plus particulièrement dans les pays en développement. Certains participants ont élaboré sur ce que devrait être la conséquence de l'augmentation des investissements dans l'agriculture. Le Rapporteur spécial des Nations unies sur le Droit à l'alimentation a recommandé d'accorder une attention particulière aux petits exploitants agricoles. La Hongrie a mis l'accent sur la nécessité d'investir dans des projets de

conception professionnelle qui mènent au développement durable. Le PNUE a fait appel aux investissements dans le domaine des semences, des outils, des équipements agricoles, des forêts et des pollinisateurs naturels. Le Réseau autochtone sur l'environnement a appelé à des fonds pour l'adaptation et l'atténuation de l'agriculture à petite échelle à faible intensité de carbone. Haïti a souligné la nécessité pour la recherche et la technologie de diversifier les produits alimentaires dans l'intérêt de tous. L'Italie a souligné que le développement des infrastructures constitue une étape nécessaire de la lutte contre la faim.

D'autres propositions incluaient la création des banques de semences, d'un mécanisme mondial pour créer une zone tampon contre les fluctuations de la production alimentaire, et un système d'alerte précoce pour les pénuries alimentaires. Un participant a également suggéré la mise sur pied d'un groupe d'experts international sur l'agriculture, une facilité d'investissement pour la promotion des projets d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets dans le secteur agricole avec l'appui des institutions siégeant à Rome, et d'un cadre international pour appuyer les stratégies nationales de droit-à-l'alimentation.

La coordination et la coopération internationales ont été considérées essentielles afin d'aborder le problème de crise alimentaire. L'Autriche, le Bangladesh, le Danemark, la Norvège, les Émirats arabes unis et d'autres se sont félicités de la mise sur pied de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Certains participants ont formulé des suggestions sur la manière dont l'Équipe devra mener son travail. L'Australie, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande et la Suisse étaient favorables à une réforme plus approfondie de la FAO, tandis que de nombreux autres orateurs, tels que la Hongrie, la Malaisie, le Bangladesh, le Luxembourg, la CNULD et le Commissaire européen pour le développement et l'aide humanitaire, ont fait savoir que l'Équipe spéciale devra jouer un rôle de chef de file dans la lutte contre la faim. Bonne note a été prise du travail effectué par les autres agences, en particulier, le Programme alimentaire mondial (PAM) qui a été félicité par le Kenya, tandis que la Grèce a souligné les prévisions à long terme de la FAO, de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de la Banque mondiale. La Chine, la Ligue des États arabes, la Namibie, l'Australie, le Pakistan, l'Arabie saoudite, la Libye, la Jordanie, la Nouvelle-Zélande et la Finlande ont prôné une plus grande coopération inter-agence. L'Italie a souligné le rôle potentiel du Groupe des Huit dans la lutte contre cette crise.

Un souhait général a été exprimé de voir le cycle de négociations de Doha organisée par l'OMC aboutir à des résultats positifs. Soulignant le rôle des restrictions des importations dans la crise actuelle, l'Albanie, Cuba, la Nouvelle-Zélande, Oman, l'Arabie saoudite, le Swaziland, l'OMC et d'autres ont demandé leur suppression. Le Burundi, le Commonwealth des nations, la République dominicaine, le Mexique, le Luxembourg, le Pakistan, Sao Tome et Principe et la Suisse ont demandé l'élimination des subventions agricoles dans les pays développés. Ces subventions ont été identifiées comme facteurs contribuant à la crise alimentaire par le Haut Commissariat des Nations unies aux droits humains. La Communauté européenne a déclaré que sa politique agricole commune fait partie de la solution de la crise. Bon nombre de pays, notamment l'Angola, l'Islande, Madagascar, la Tunisie, l'Ukraine et le Royaume Uni, ont souligné la nécessité pour les pays en développement et les petits exploitants agricoles d'accéder aux marchés internationaux. La Fédération internationale pour les semences a appelé à la réduction des taxes sur les matières premières, les engrais et les denrées alimentaires. Le Kenya a souligné que les pays en développement exportent souvent des denrées alimentaires à l'état naturel, ce qui entraîne les faibles prix demandés.

Les discussions sur les biocarburants ont donné lieu à des divergences importantes dans les points de vue exprimés. Plusieurs pays en développement ont mis en garde contre l'utilisation des terres agricoles pour la production de carburant tant que la famine ne sera pas éradiquée. Belize et l'Islande se sont opposées aux biocarburants, préférant promouvoir le développement des autres formes d'énergie renouvelable. L'Allemagne, la Ligue des États arabes et les États-Unis ont

argumenté qu'une production «équilibrée» de biocarburant est possible, importante pour l'emploi et le bien-être social, et nécessaire en raison de la pénurie mondiale d'énergie. Un bon nombre d'orateurs, notamment l'Allemagne, le Japon, les Pays-Bas, la Norvège, l'Italie, l'Australie et le Luxembourg, étaient favorables à la production durable de biocarburants. La CE, l'Italie et le Danemark étaient pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés pour la production des biocarburants, à condition de prendre les précautions nécessaires. Certains ont mis l'accent sur les biocarburants de deuxième génération considérés par beaucoup comme la solution à la crise. La Malaisie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande et les Émirats arabes réunis ont insisté sur la recherche sur ce type de biocarburants. Le Fonds commun pour les produits de base et le Kenya ont soutenu que la production des produits non-alimentaires sur les terres arides devrait contribuer au développement durable. La Chine et Malte ont souligné la nécessité de mener des études plus approfondies sur les conséquences de la production des biocarburants sur les prix des aliments. La Fédération internationale des producteurs agricoles a souligné que les biocarburants ne devraient pas être la chasse gardée des pays développés riches. Le Réseau autochtone sur l'environnement s'est opposé à la production des biocarburants par des compagnies aux fins d'exportation. La Turquie, la Norvège, la Suisse, l'Algérie et Biocarburants BP ont accordé leur appui au développement des lignes directrices internationales sur les biocarburants acceptables. Le Mexique et l'Arabie saoudite ont recommandé l'annulation des subventions pour la bioénergie, tandis que la Malaisie, Oman et l'Uruguay ont mis l'accent sur les liens entre la production des biocarburants et la crise alimentaire.

COMITÉ PLÉNIER

Le mercredi, le CP a organisé quatre tables rondes dont le résumé des discussions est présenté ci-dessous.

HAUSSE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES: CAUSES, CONSÉQUENCES ET SOLUTIONS POSSIBLES:

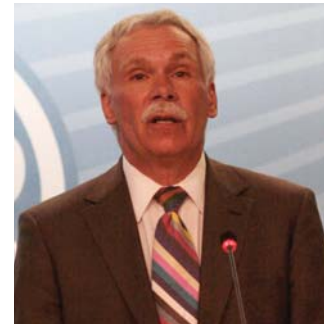
Cette table ronde (HLC/08/INF/1) était co-présidée par Ed Schafer, Secrétaire à l'agriculture des États-Unis, et Mahamane

Moussa, Ministre du développement agricole du Niger. Les présentations et les discussions de groupe ont porté essentiellement sur les réponses à la flambée des prix, la nécessité de solutions humanitaires immédiates, la durabilité de la production alimentaire et énergétique, le développement des autres sources d'énergie, et la réforme du commerce international.

Les participants ont également appelé à des politiques qui relient l'eau, l'énergie et l'alimentation, la bonne gouvernance, et à des mécanismes de financement rationalisés et accessibles. Pour ce qui est des politiques agricoles, ils ont recommandé d'accorder une attention particulière aux petits exploitants agricoles et aux solutions axées sur, et formulées par, les pays.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE:

Cette table ronde (HLC/08/INF/2), co-présidée par Muzahem Al Muheisen, Ministre de l'agriculture de la Jordanie, et Erik Solheim, Ministre du développement international de la Norvège, a examiné les stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, les impacts du changement climatique sur l'accès à l'alimentation et sur la croissance économique, et le rôle potentiel des partenariats publics-privés. Les suggestions pour les stratégies d'adaptation incluaient la culture de produits résistants à la sécheresse, le développement des stratégies et



Co-président Ed Schafer, Secrétaire à l'agriculture des États-Unis



Erik Solheim, Ministre du développement international de la Norvège

d'infrastructures d'irrigation, et la réduction de la pauvreté. Les participants ont débattu des questions suivantes: les politiques de promotion d'autosuffisance alimentaire et d'autonomisation des petits exploitants agricoles; la gestion durable des forêts et des ressources en eau; la dégradation des terres; l'expansion du Mécanisme de développement propre; et la développement des mécanismes d'assurance.

ORGANISMES NUISIBLES ET MALADIES

TRANSFRONTIÈRES: Cette table ronde (HLC/08/INF/7) était co-présidée par Sharad Pawar, Ministre de l'agriculture de l'Union indienne, et Ministre de l'agriculture, de la consommation, de l'alimentation et de la distribution publique de l'Inde, et Jim Anderton, Ministre de l'agriculture, des pêches et des forêts de la Nouvelle-Zélande. Dans cette session, il a été fait appel à la création d'une plate-forme pour les maladies animales transfrontières, le dépistage précoce et les systèmes d'alerte, et pour des mécanismes de réponse rapide. Les participants ont souligné la nécessité: d'analyses des rapports coûts-efficacité et coûts-avantages des mesures potentielles visant à lutter contre la crise alimentaire; l'incorporation du savoir-faire des agriculteurs dans ces mesures; le renforcement des capacités; et d'accorder une attention particulière à la protection de la biodiversité. Des politiques fondées sur la science ainsi que l'incorporation du savoir-faire traditionnel dans la prise de décision pour la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies ont également été recommandées.

BIOÉNERGIE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE:

Cette table ronde (HLC/08/INF/3) qui était co-présidée par Gerda Verburg, Ministre de l'agriculture, de la nature et de la qualité de l'alimentation des Pays-Bas, et Guillermo Salazar, Ministre du développement agricole du Panama, reflétait les désaccords sur le développement et la production des biocarburants. La suggestion d'un panéliste soulignant que même les biocarburants de deuxième génération déplaceront les cultures vivrières a été contrecarrée, et certains participants ont exposé des stratégies pour promouvoir les biocarburants tout en assurant les approvisionnements alimentaires et la protection environnementale. Il a été demandé aux participants d'examiner des modèles de consommation énergétique inéquitables, et certains ont recommandé une approche plus prudente s'agissant des biocarburants.



Gerda Verburg, Ministre de l'agriculture, de la nature et de la qualité des aliments des Pays-Bas

Un résumé de ces tables rondes est disponible au:

<http://www.iisd.ca/yimb/wfs/html/yimbyol150num3f.html>

DECLARATION DE LA CONFERENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE:

Le mardi, le CP s'est réuni pour examiner le projet de déclaration de la Conférence de haut-niveau sur la sécurité alimentaire: les défis du changement climatique et de la bioénergie, préparé par le Groupe de contact informel à composition non-limitée. Henri Djombo, Ministre des forêts et de l'environnement du Congo, agissant au nom du Président du CP, Denis Sassou N'Guesso, a souligné que le monde entier attend beaucoup de cette Conférence. Le débat a commencé par l'examen de certaines questions de fond, et un participant s'est dit préoccupé par le fait que seules quelques causes de l'escalade des prix des denrées alimentaires avaient été mentionnées, suggérant l'utilisation d'un langage plus général. Cependant, les questions de procédures ont dominé la session, ce qui a entraîné la convocation d'une autre rencontre du Groupe de contact pour poursuivre les discussions sur le texte.

Le mercredi, le Groupe de contact a repris les discussions sur le projet de déclaration, et le texte qui en a résulté a été soumis de nouveau au CP par les co-présidents du Groupe de contact Ibrahim Abu Atilah (Jordanie) et David Hegwood (EU), lors d'une session tenue dans la soirée. Les délégués ont longuement débattu de la question de savoir s'il fallait ou non



Participants lors de la réunion du Comité plénier du mercredi

adopter le projet de déclaration *en bloc*, de manière à ne pas ré-ouvrir le débat. La plupart des délégués semblaient préférer cette option, mais un groupe régional était en désaccord avec la dernière version du texte. Un débat de fond a porté sur la question de savoir s'il fallait inclure les éléments suivants: les mesures «restrictives» qui pourraient accroître la volatilité des prix internationaux; les initiatives dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC); les actions unilatérales en violation de la législation internationale et comportant une menace pour la sécurité alimentaire; et la Stratégie de Maurice pour le développement durable des PEID. Aucun consensus n'a été atteint sur cette question, et la séance a été suspendue.

Le jeudi matin, les délégués ont repris leurs discussions, mais n'ont pu parvenir à un consensus en dépit d'une autre suspension pour consultations avec les groupes régionaux. Djombo, agissant au nom de Sassou N'Guesso le Président du CP, a convoqué une réunion à huis clos avec les chefs des groupes régionaux dans le but de parvenir à un consensus. Entre-temps, les délégués s'étaient engagés des consultations informelles.

Après une suspension de quatre heures, le CP s'est de nouveau réuni pour adopter le rapport et approuver le projet de déclaration, Salvador Jiménez le Rapporteur, a présenté son projet de rapport. Le CP l'a adopté avec des changements mineurs consistant à ajouter une référence aux événements parallèles qui ont eu lieu, et au projet de Cadre d'action global. Les délégués se sont par la suite concentrés sur le projet de déclaration qui devait être annexé au rapport du CP.

Alors que les délégués restaient sur leurs positions, le Congo et la Zambie ont déploré l'indécision du CP et ont souligné l'urgence de la faim dans le monde.

Les représentants de l'UE, de l'Afrique, de l'Asie, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Nord et du Sud-ouest Pacifique, ainsi que plusieurs autres délégués, étaient favorables à l'adoption de la Déclaration *en bloc*. Ils ont indiqué que les négociations interminables sur le texte allaient bloquer les autres progrès.

L'Argentine et Cuba ont déploré l'absence d'une analyse objective des causes de la crise alimentaire, et l'Argentine a déclaré que «lorsqu'au départ l'on s'appuie sur une erreur de diagnostic, il devient impossible de trouver le remède approprié». Ils ont parlé des causes réelles de la famine telles que, entre autres: des politiques agricoles de distorsion et les barrières commerciales; les importantes subventions à la production et à l'exportation; les modèles non durables de consommation et de production du Nord et «des stratégies sinistres» consistant à utiliser les graines comme combustible. Le Venezuela a déploré la non-inclusion dans le projet de la mention proposée sur la CCNUCC qu'il considère comme l'unique instrument juridiquement contraignant reflétant l'engagement réel des pays puissants pour le traitement des questions liées aux changement climatique et à la bioénergie.



Le jeudi, le Comité plénier s'est réuni à 18h45 pour adopter son rapport. Cependant, la Commission européenne a demandé de suspendre la séance du fait que certains de ses pays membres étaient encore à la réunion sur l'examen du projet de déclaration.

Plusieurs pays de l'Amérique latine ont fait savoir qu'ils n'allaient pas bloquer le consensus en adoptant la Déclaration, et le Venezuela a déploré le fait d'avoir «perdu une occasion de combattre le problème structurel» de la faim. Ces pays demandaient, et les délégués ont accepté, que leurs déclarations soient annexées au rapport final de la Conférence. En fin de compte, les délégués ont approuvé par acclamation le projet de déclaration: sans supprimer comme proposé les éléments mesurés «restrictives»; sans référence à la CCNUCC ou aux actions unilatérales en violation de la réglementation internationale; et en incluant une référence à la Stratégie de Maurice sur les PEID. Djombo, agissant au nom du Président Sassou N'Gusso a officiellement prononcé la clôture de la réunion du CP.

Déclaration finale: La Déclaration de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et de la bioénergie (HLC/08/REP/Add1) contient cinq paragraphes liminaires, et trois sections résumant les priorités et les activités proposées pour: des mesures immédiates et à court-terme; des mesures à moyen et à long-terme; et le suivi et l'examen. La Déclaration contient en outre une conclusion.

Dans les paragraphes liminaires, la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire réaffirme les conclusions et l'objectif du Sommet mondial sur l'Alimentation de 1996, confirmés par le Sommet mondial sur l'alimentation: cinq ans plus tard, de réaliser la sécurité alimentaire pour tous, et dans l'immédiat, de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées avant 2015, et réaffirme aussi l'engagement de réaliser les OMD. La Déclaration présente un aperçu des enjeux de la Conférence de haut niveau, et affirme que la communauté internationale doit prendre des mesures urgentes et des actions coordonnées pour combattre les effets pervers de la flambée des prix des produits alimentaires sur les pays et les populations les plus vulnérables du monde.

À propos des mesures à court et à long-terme, la Déclaration soutient que la situation alimentaire mondiale appelle à un engagement fort des gouvernements et de toutes les autres parties prenantes. La Déclaration exhorte les donateurs et le Système des Nations unies à accroître leur assistance aux pays en développement, et donne un bref aperçu de deux principales priorités à court terme: réponse rapide aux demandes d'assistance des pays touchés; et soutien immédiat à la production agricole et au commerce. Pour ce qui est de la priorité consistant à accroître l'assistance, la Déclaration stipule que:

- L'on devrait fournir aux agences pertinentes des Nations unies les ressources nécessaires pour étendre et consolider leur assistance alimentaire et soutenir les programmes, de manière à pouvoir répondre au problème de famine et de la malnutrition;
- les organisations régionales pertinentes devront améliorer leur coopération;
- tous les efforts déployés par les gouvernements et les ONG devront être mis en synergie avec ceux des organisations multilatérales pour faire face au continuum d'assistance à long-terme;
- des efforts nationaux et internationaux devraient être mis en œuvre pour assurer la livraison le plus rapidement et le plus efficacement possible, de l'aide alimentaire d'urgence internationale aux populations en détresse; et
- pour faciliter l'ajustement à la montée des prix des denrées alimentaires, les donateurs et les institutions financières internationales devront fournir la balance des paiements de l'aide et/ou l'appui budgétaire à l'importation des produits alimentaires, aux pays à faibles revenus. Les institutions internationales compétentes sont également appelées à simplifier les procédures d'éligibilité des mécanismes financiers existants pour soutenir l'agriculture et l'environnement.

À propos du soutien immédiat à la production agricole et au commerce, la Déclaration stipule que:

- Toutes les organisations pertinentes et les pays coopérants devraient être prêts à aider les pays à mettre en place des politiques et des mesures révisées pour aider les agriculteurs, en particulier les producteurs à petite échelle, à accroître la production et l'intégration avec les marchés locaux, régionaux et internationaux;
- la coopération Sud-Sud doit être encouragée;

- les partenaires de développement sont invités à des initiatives internationales et régionales, par exemple en donnant aux agriculteurs à faible revenus et aux pays en déficit alimentaire, l'accès à des semences adaptées aux conditions locales, des engrais, des aliments pour animaux et d'autres intrants, ainsi que de l'assistance technique, afin d'accroître la production agricole;
- les partenaires de développement sont appelés à prendre des initiatives pour atténuer les fluctuations inhabituelles des prix des denrées alimentaires;
- les membres de l'OMC réaffirment leur engagement à la conclusion rapide et positive du Programme développement de Doha, et réitérent leur volonté à parvenir à des résultats globaux et ambitieux qui seraient favorables pour les pays en développement;
- la mise en œuvre du programme «aide au commerce» devrait fournir un précieux complément au Programme de développement de Doha; et
- les participants à la Conférence de haut niveau mettront tout en œuvre pour s'assurer que l'alimentation, le commerce des produits agricoles et l'ensemble des politiques commerciales soient de nature à favoriser la sécurité alimentaire pour tous et réaffirment la nécessité de réduire au minimum le recours à des mesures restrictives susceptibles d'accroître la volatilité des prix internationaux.

À propos des mesures à moyen et à long-terme, la Déclaration souligne que la crise actuelle a mis en évidence la vulnérabilité aux chocs des systèmes alimentaires mondiaux, et qu'il est indispensable de combiner les mesures à moyen et à long-terme. Les mesures suivantes ont été identifiées:

- un cadre politique centré sur la personne humaine et favorable pour les pauvres et les moyens d'existence des pays en développement, et l'augmentation des investissements dans l'agriculture;
- l'accroissement de la résilience des systèmes de production alimentaire aux défis posés par le changement climatique, avec un accent particulier sur le maintien de la biodiversité pour soutenir une bonne production future durable;
- la priorisation par les gouvernements des secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches, pour permettre aux petits exploitants agricoles et aux pêcheurs à petite échelle, y compris les populations autochtones des régions vulnérables en particulier, de bénéficier des mécanismes financiers et des flux d'investissements pour soutenir les efforts d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de leurs effets, le développement, le transfert et la diffusion de la technologie;
- l'accroissement des investissements dans la science et la technologie pour l'alimentation et l'agriculture et la mise en place des politiques et des structures de gouvernance favorables, conformément au Consensus de Monterrey;
- la poursuite d'efforts pour la libération du commerce international dans le domaine de l'agriculture, en réduisant les barrières commerciales et les politiques de distorsion du marché;
- prise en main des défis et des possibilités des biocarburants et encouragement d'un dialogue international cohérent et efficace axé sur les résultats; et
- des études approfondies pour s'assurer que la production et l'utilisation des biocarburants soient conformes aux trois piliers du développement durables et prennent en compte la nécessité d'atteindre et de maintenir la sécurité alimentaire mondiale.

Cette partie réaffirme également la Stratégie de Maurice sur le développement durable des PEID et appelle à sa mise en œuvre dans le contexte des défis du changement climatique et de la sécurité alimentaire.

- À propos du suivi et de l'examen, la Déclaration:
 - demande à la FAO, en étroite collaboration avec le PAM, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et d'autres organisations internationales pertinentes, y compris celles participant à l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, et en collaboration avec les gouvernements, la société civile et le secteur privé, de suivre et d'analyser la sécurité alimentaire mondiale, d'élaborer des stratégies pour son amélioration; et
 - insiste sur l'importance de l'utilisation efficace et efficiente des ressources du Système des Nations unies, et d'autres organisations internationales pertinentes.

Dans la conclusion, les délégués ont exprimé leur détermination à utiliser tous les moyens pour atténuer les souffrances causées par la crise actuelle, stimuler la production alimentaire et accroître les investissements dans l'agriculture. Ils ont en outre pris l'engagement de s'attaquer aux obstacles à l'accès aux denrées alimentaires et à l'utilisation durable des ressources de la planète pour les générations actuelles et futures.

SÉANCE PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Le jeudi soir, Djombo, agissant au nom du Vice-président, Denis Sassou N'Guesso a présidé la cérémonie de clôture. À son invitation, les délégués ont adopté *en bloc* et par acclamation, le rapport (HLC/08/REP) et la Déclaration de la Conférence de haut niveau (HLC/08/REP/Add1).

Le Directeur général de la FAO, Jaques Diouf, a félicité les délégués d'avoir travaillé dur pour parvenir à un compromis



G-D: Jacques Diouf, Directeur général de la FAO et Henri Djombo, Ministre des forêts et de l'environnement du Congo

difficile. Il a déclaré que les délégués ont atteint les résultats escomptés, soulignant la forte participation à la Conférence et la réaffirmation des engagements pour les OMD. Il a déclaré que les délégués se

sont penchés sur les questions urgentes, mais qu'ils ont aussi analysé les problèmes structurels sous-jacents de la crise alimentaire. Il a mentionné les annonces de contributions importantes de: la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, la Banque islamique de développement, la Banque de développement, la France, le Japon, le Kuwait, les Pays-Bas, l'Espagne, le Venezuela, le Royaume Uni et les Etats-Unis.

Djombo a félicité Diouf d'avoir réussi à réunir les décideurs et les experts du monde entier; il a exprimé l'espoir que les annonces de contributions reçues jusqu'ici encourageront d'autres. Il a souligné la nécessité des mécanismes de financement flexibles, accessibles et novateurs, susceptibles de conduire à une révolution agricole.

Le délégué des États-Unis a félicité les pays pour l'adoption de la Déclaration, soulignant que cela stimulerait la production alimentaire, le progrès vers la libéralisation du commerce et les investissements dans la science et la technologie. Il s'est félicité de la reconnaissance des questions sur les défis et les possibilités des biocarburants, et a souligné l'engagement des États-Unis pour leur production et leur utilisation durables. L'Équateur a félicité ceux «qui ont travaillé dans les coulisses».

Djombo a félicité les délégués pour leur esprit amical et a clos la Conférence à 21h 37.

PROCHAINES RÉUNIONS

RÉUNION DES MINISTRES DE L'ÉNERGIE DU G8:

Cette réunion des ministres de l'énergie des huit nations les plus industrialisées (G8) se tiendra à Aomori City, Japon, du 7-8 Juin 2008. Le réunion sera organisée dans le cadre des préparatifs du Sommet de G8 de 2008 prévu du 7 au 9 juillet 2008 à Hokkaido, Japon. Pour plus de détails, contacter M. Masunaga, Bureau de la réunion des Ministres de l'énergie 2008, Agence japonaise pour les Ressources naturelles et l'énergie; tel: +81-3-3580-4608; télécopieur: +81-3-3580-8575; internet: <http://www.enecho.meti.go.jp/english/080602.htm>

SOMMET G8: Ce sommet des du G8 se tiendra à Hokkaido, Japon, du 7 au 9 juillet 2008. Pour plus détails, contacter: Le Ministère des Affaires étrangères du Japon, tel: +81-3-3580-3311; internet: <http://www.mofa.go.jp/policy/economy/summit/2008/info/index.html>

DIXIÈME CONGRÈS MONDIAL SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES: Ce Congrès se tiendra à Glasgow, Ecosse, Royaume Uni, du 19 au 25 juillet 2008.

Pour plus de détails, contacter: A. Sayigh, Congrès mondial sur les énergies renouvelables /Réseau; tel: +44-1273-625-643; télécopieur: +44-1273-625-768; e-mail: asayigh@netcomuk.co.uk; internet: <http://www.wrenuk.co.uk/wyrecx.html>

SESSION DE FOND DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES: La session de fond du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies se tiendra au siège des Nations unies à New York, États-Unis, du 30 juin au 24 juillet 2008. Cette session comprendra un Segment de haut niveau (30 juin au 3 juillet) impliquant le Forum sur la coopération pour le développement et l'Examen ministériel annuel, le Dialogue avec les Secrétaires exécutifs des Commissions régionales (7 juillet); le Segment de coordination (7-9 juillet); le Segment sur les activités opérationnelles (10-14 juillet); le Segment sur les Affaires humanitaires (15-17 juillet); et le Segment général (18-24 juillet). Pour plus de détails, contacter: Jennifer DeLaurentis, Secrétaire de l'ECOSOC, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Direction des affaires économiques et sociales; tel: +1-212-963-4640; télécopieur: +1-212-963-5935; internet: <http://www.un.org/ecosoc/>

ÉVÈNEMENT DE HAUT NIVEAU SUR LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT: Le Secrétaire général des Nations unies et le Président de l'Assemblée générale des Nations unies organisent un événement de haut niveau sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) le 25 septembre 2008 au siège des Nations unies à New York. Le Sommet se veut le principal événement de développement politique de l'année, et vise à donner le ton pour la Conférence de Doha sur financement du développement qui aura lieu à la fin de 2008. Son but est de mobiliser les dirigeants du monde, notamment les chefs d'État, les dirigeants importants des milieux d'affaires, de la société civile et les chefs religieux, les dirigeants de fondations et d'autres parties prenantes, pour convenir des prochaines mesures nécessaires à la réalisation des OMD. Le principal objectif du sommet est de recueillir des engagements pour des initiatives concrètes, de tous les participants qui transformeront ainsi leur promesse d'appuyer les OMD en action concrète sur le terrain. Pour plus de détails, contacter: Service de liaison des Nations unies avec les organisations non gouvernementales; tel: +1-212-963-3125; télécopieur: +1-212-963-8712; e-mail: ngls@un.org; internet: <http://www.un-ngls.org/>

CRIC-7 CCD ET COST-9: La septième session du Comité chargé de la mise en œuvre de la Convention sur la Lutte Contre la Désertification (CRIC-7 CCD) se réunira du 3 au 14 novembre 2008 à Istanbul, Turquie. La neuvième session du Comité de la science et de la technologie (COST-9) se tiendra parallèlement à cette session du CRIC. Pour plus de détails, contacter: Secrétariat de la CCD tel: +49-228-815-2800; télécopieur: +49-228-815 2898; e-mail: secretariat@unccd.int; internet: <http://www.unccd.int>

FORUM POLITIQUE 2008 DE LA PRÉSIDENTIE DE L'UE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES: Ce forum se tiendra du 17 au 22 novembre 2008 à Paris, France. L'évènement fournira une importante plate-forme pour les discussions sur la Directive européenne en matière d'énergies renouvelables. Pour plus de détails, contacter: Sophie Liberatore; tel: +32-2-546-19-33; télécopieur: +32-2-546-19-34; e-mail: sophie.liberatore@ec.europa.eu; internet: <http://www.erec.org/nc/calendar-of-events/>

QUATORZIÈME CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CCNUEC ET QUATRIÈME RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO: Ces réunions qui sont prévues du 1^{er} au 12 décembre 2008 à Poznań, Pologne, coïncideront avec les 29^e réunions des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations unies sur l'évolution du climat (CCNUEC). Pour plus de détails, contacter: Secrétariat de la CCNUEC, tel: +49-228-815-1000; télécopieur: +49-228-815-1999; e-mail: secretariat@unfccc.int; internet: http://unfccc.int/meetings/unfccc_calendar/items/2655.php?year=2008